

Yemaya

No. 2

LETTRE DE L'ICSF SUR LES QUESTIONS DE GENRES DANS LE SECTEUR DE LA PÊCHE

NOVEMBRE 1999

Editorial

Dans ce numéro 2 de Yemaya, vous trouverez de brefs articles venus de divers points du globe mais qui abordent tous les mêmes thèmes : dans le secteur de la pêche, les femmes ont du mal à se faire reconnaître comme travailleuses à part entière. Ces articles, qui portent sur neuf pays, disent leur lutte. Ils essaient de faire comprendre que la pêche ne se réduit pas aux opérations de capture. La pêche c'est, à vrai dire, tout un système. Il y a toutes sortes d'activités de capture, et des activités pré-capture et post-capture.

Les articles de Guinée-Conakry, de Gambie, du Brésil et du Pacifique soulignent le rôle essentiel des programmes de formation, conçus par les femmes elles-mêmes, pour que les femmes puissent s'affirmer en tant que travailleuses de la pêche et parvenir du même coup à améliorer leurs conditions de vie tant sur le plan économique que social.

Le premier numéro de Yemaya a reçu un bon accueil. Citons, en particulier, le courrier reçu d'une membre de la section féminine du CNPS (Sénégal), Mariame Kane, dont la lettre est ici. Elle dit que ce bulletin peut devenir une sorte de cordon ombilical reliant entre elles des communautés fort éloignées dans l'espace. L'image est parlante, et voilà une chose très importante car les contacts entre gens de divers continents sont autrement une opération lourde. Nous tâcherons de veiller à ce que Yemaya reflète effectivement le pouls des populations de pêcheurs qui nous concernent.

Nous serions heureux de recevoir vos commentaires sur ces articles ou votre contribution personnelle. Vous trouverez en dernière page la façon de procéder. Trois numéros seront publiés au cours de l'année prochaine, en mars, en juillet et en novembre. Envoyez vos contributions à l'avance pour ces dates.

FROM EUROPE/ France

Nous sommes là !

Il faut qu'il y ait une parité entre hommes et femmes dans les délégations qui participeront au Forum mondial des pêcheurs artisans (WFF)

par Danièle Le Sauce, de Femmes du littoral de Bretagne (France)

Pages Intérieures

France	1
Brésil.....	2,3
Philippines	4
Inde	6
Canada	7
Pacifique	9
Gambie	9,10
G.Conakry....	11
Ghana.....	11
Courrier	12
Breve.....	12

Le Comité de coordination du Forum mondial des pêcheurs artisans, composé de représentants d'organisations professionnelles, s'est réuni à San Francisco (Californie) en octobre 1999. Il a officiellement pris connaissance d'un certain nombre de lettres écrites par des femmes membres d'associations de ce même secteur dans diverses parties du monde.

Les Femmes du littoral de Bretagne (France) avaient envoyé un courrier à ces femmes pour leur souligner combien il était important que les femmes puissent participer au processus décisionnel et soient notamment bien représentées à l'Assemblée constituante du Forum mondial des pêcheurs artisans qui se tiendra en octobre 2000 à Loctudy en Bretagne. On leur demandait donc

d'écrire au Comité de coordination pour soutenir ce point de vue.

Voici un extrait de la lettre adressée par le mouvement Femmes du littoral de France au Comité :

“ Les communautés de pêcheurs s'unissent au plan mondial dans le Forum mondial des pêcheurs pour défendre leurs droits, leur culture, pour affirmer aussi que la mer est source de toute vie. Ses richesses doivent en priorité être réservées aux populations littorales et exploitées de façon à préserver les droits des générations futures...

L'un des objectifs du Forum est de reconnaître, protéger et renforcer le rôle des femmes dans l'économie des pêches et le soutien aux communautés qui en dépendent.

A travers les années écoulées et de par le monde, les femmes ont révolutionné de l'intérieur les organisations existantes. Elles ont dynamisé leurs communautés en s'impliquant et en participant activement à la vie sociale et économique du secteur de la mer. Les engagements, décisions, responsabilités assumées par les femmes méritent d'être reconnues et le Comité de coordination du Forum franchira une étape importante en reconnaissant la place et le rôle des femmes.

Ce rôle trop longtemps méconnu ne peut rester dans l'ombre. La réponse se trouve dans le cadre d'un forum qui englobe les pêcheurs du Nord et les pêcheurs du Sud, avec une approche plus vaste et mondiale afin d'assurer l'avenir de nos communautés de pêcheurs.

Une représentation plus nombreuse à ce Forum mondial d'octobre 2000 n'a pas pour objectif de féminiser de façon opportuniste les discours et processus décisionnels. Il faut la considérer comme celle d'un mouvement de femmes dans un mouvement d'hommes. Aussi nous nous permettons d'insister sur une parité et sur un équilibre hommes-femmes au niveau des délégués qui participeront à cette assemblée. Qu'au sein du Comité de coordination qui sera remis en place après la réunion constitutive du Forum en octobre 2000 il soit désigné au moins deux autres femmes.

Le mouvement des Femmes du littoral de France a également décidé d'organiser à cette occasion un atelier auquel seront conviées toutes les femmes présentes.

AMERIQUE LATINE/ Brésil

Plus visibles !

Dans l'Etat de Para on commence à s'intéresser aux travailleuses de la pêche

par Maria Cristina Maneschy, professeur à l'Université fédérale de Para, coordinatrice du programme Les Femmes dans la pêche de l'ICSF.

Des travailleurs et travailleuses de la pêche venant de six municipalités du littoral de l'Etat de Para (Brésil), des syndicalistes et des membres d'associations locales ont participé à une réunion organisée par la Comissão Pastoral dos Pescadores (CPP), du 24 au 26 septembre 1999. L'objectif était de proposer aux gens de la pêche et à leurs organisations une vue d'ensemble des tendances actuelles de ce secteur d'activité dans l'Etat et la région et de leur donner l'occasion de réfléchir aux façons de renforcer les capacités de défense des communautés de pêcheurs artisans face à des développements qui leur sont préjudiciables. La réunion s'est tenue au village de Marudá, à environ 180 kilomètres de Belém, la capitale du Para. Le thème retenu était “ Une nouvelle citoyenneté pour les travailleurs et travailleuses de la pêche ”. Il y avait 20 hommes et 40 femmes. La CPP avait invité cinq personnes pour chaque municipalité où elle est directement présente ou qui ont des associations de pêcheurs, celles qui collaborent avec le programme Femmes dans la pêche de l'ICSF, par exemple. Certains groupes qui avaient réussi à réunir les fonds nécessaires pour le transport étaient représentés par plus de cinq personnes.

Il y a avait douze groupes en tout. La plupart ont fait savoir que leurs adhérents cherchaient des sources de revenus supplémentaires et les moyens de renforcer leurs structures et de peser sur le plan politique. Ils ont aussi parlé des problèmes écologiques dont souffrent leurs pêcheries et face auxquels ils ont peu de moyens d'action.

Il n'y avait que trois représentants des *colônias* (sortes de comités locaux des pêches). Seule la *colônia* de la municipalité de Maracanã avait envoyé son représentant, en l'occurrence une jeune femme qui fait un travail intéressant, notamment auprès des écoliers de son secteur qu'elle initie à la culture maritime.

Les *colônias*, dont l'histoire se rattache à la chose militaire et étatique, sont encore de nos jours les organismes officiels du secteur de la pêche. Celui qui possède une carte de la *colônia* est reconnu comme un pêcheur authentique. Leurs présidents ont des pouvoirs

considérables et ils sont souvent soutenus par des groupes politiques ou économiques. La plupart des *colônias* sont sous contrôle politique et elles travaillent rarement pour l'amélioration réelle des conditions de vie économiques et sociales des pêcheurs. Tous les pêcheurs sont en principe tenus d'adhérer à cet organisme et de payer régulièrement une cotisation, mais dans la pratique ce n'est souvent pas le cas.

Les associations et les groupes indépendants lancent des initiatives dans des domaines auxquels les *colônias* ne s'intéressent guère, des projets économiques par exemple. Parfois même elles assument des fonctions qui devraient être du ressort des *colônias* ou de leurs fédérations, notamment représenter les intérêts des travailleurs de la pêche au sein des institutions publiques qui s'occupent des programmes de crédit.

Au cours de cette réunion on a pu constater que le rôle des femmes dans la pêche et dans le mouvement des pêcheurs en général est de mieux en mieux reconnu. Voici un certain nombre d'initiatives prises par quatre des douze associations présentes qui travaillent directement auprès des femmes. On se s'étonnera pas que les thèmes abordés font rarement l'objet de débats dans les rencontres ou événements liés à la pêche.

- Association des femmes du village de Cachoeira: La présidente a parlé des crédits dont elles ont bénéficié dans le cadre d'un programme d'aide publique pour la confection de filets et la transformation du crabe. Mais elles n'ont reçu aucun soutien de la part de la *colônia* locale, ce qui n'a pas facilité les choses. Elles ont du mal à obtenir la matière première et à trouver des débouchés plus rémunérateurs.
- Association des femmes de Baía do Sol: Ce groupe est revenu sur une initiative récente : un séminaire sur le système de sécurité sociale. La présidente a elle-même appris à aider les pêcheurs à s'inscrire auprès de l'IBAMA, l'organisme officiel chargé de la protection de l'environnement. Il s'agit là d'une démarche obligatoire pour toute personne qui a une activité de pêche au Brésil.
- Le groupe Erva Vida et l'Association des femmes du secteur de pêche de Marudá: Ces deux groupes préparent des remèdes traditionnels. La présidente de Erva Vida fait remarquer que grâce à cette activité les femmes sont plus sûres d'elles-mêmes et plus autonomes, car leurs occupations domestiques ne sont pas reconnues comme activité professionnelle même si elles sont liées à la pêche ou à l'agriculture.

L'Association a parlé de ses efforts pour aider les femmes à s'inscrire à la *colônia* en guise de première étape pour mieux se faire accepter comme travailleuses à part entière dans le secteur de la pêche.

Au cours de cette rencontre il est clairement apparu que les femmes commencent à prendre un certain poids politique dans les populations littorales et au sein des mouvements de pêcheurs de la région. Il est également non moins évident qu'elles se heurtent à de solides obstacles : absence de reconnaissance sociale quant à leur fonction et leur identité, difficultés pour accéder à la formation, aux marchés et à des moyens de transport pour s'y rendre tout d'abord.

Les mouvements de pêcheurs (MONAPE, MOPEPA...) et les ONG qui les soutiennent, les chercheurs, les militants, les décideurs politiques ont à trouver ensemble les meilleurs moyens d'aider ces diverses initiatives privées pour qu'elles s'intègrent dans un programme global de développement durable du littoral qui tiendra compte à la fois des hommes, des femmes et des communautés.

AMERIQUE LATINE/ Brésil

Nous aussi nous sommes là !

Lourdinha Rodrigues milite pour donner une nouvelle identité aux travailleuses de la pêche

par Chandrika Sharma, responsable de projet à l'ICSF

En janvier de cette année, Cristina Maneschy, coordinatrice du programme Les femmes dans la pêche de l'ICSF au Brésil, et moi-même ont eu l'occasion de rencontrer divers groupes impliqués auprès des pêcheurs artisans et des pêcheurs à petite échelle du Brésil. A Recife, dans l'Etat de Pernambuco au nord-est du pays, Nathanael Maranhao, du Centro Josue de Castro, nous a fait rencontrer Lourdinha Rodrigues, secrétaire de la *colônia* de Ponte de Pedras Goiana depuis deux ans. Cela a été une expérience enrichissante pour nous.

Lourdinha nous a raconté qu'elle a commencé à travailler à la *colônia* comme bénévole. Son lieu de travail était proche des bureaux de la *colônia* et elle avait observé qu'il n'y avait là pas de femmes. Elle avait parlé de cela au président et avait réussi à le convaincre que c'était, à long terme, l'intérêt bien compris de la *colônia* qu'elle attire aussi les femmes. Il lui donna carte blanche pour travailler sur la question.

En 1995, elle réussit à rassembler 75 personnes dans une

réunion et essaya de leur faire comprendre combien il était important qu'elles participent aux activités de la *colônia*, qu'elles aient des papiers administratifs en ordre, qu'elles paient régulièrement leurs contributions à l'INSS (la sécurité sociale du Brésil) et à la *colônia*. Les femmes réagirent positivement à cette initiative.

Elle remarquait aussi que les femmes manquaient de confiance en elles-mêmes, qu'elles n'avaient pas une image précise d'elles-mêmes à la fois en tant que personnes et en tant que travailleuses. A leurs yeux, la *colônia* était un espace pour hommes. Elles allaient là pour verser des sous mais pas pour les réunions. Lourdinha décida donc d'inviter les femmes à une autre rencontre pour parler de toutes ces choses. C'était toujours pour elle une activité bénévole. Puis il y a eu d'autres réunions où il a été question de choses importantes, de la santé des femmes par exemple.

De plus en plus de femmes venaient aux réunions de la *colônia*. Cela constituait en soi une belle réussite car ces femmes devaient surmonter les réticences de leur mari, de leur père, des autres femmes. Peu à peu celles qui étaient dans le coup prenaient de l'assurance. Des femmes qui allaient pêcher, qui ramendaient des filets, qui salaient ou séchaient le poisson demandèrent à adhérer à la *colônia*. Sur 649 membres on compte maintenant 200 femmes dont une centaine qui versent des cotisations à l'INSS. Auparavant le personnel de cet organisme ignorait que les femmes pouvaient aussi y adhérer en tant que travailleuses du secteur de la pêche. Aujourd'hui les femmes savent que la *colônia* est un endroit pour elles également. Elles participent aux réunions hebdomadaires, proposent des thèmes de discussion, prennent des notes.

Mais tout cela a pris du temps. La plupart des femmes étaient analphabètes, et Lourdinha leur apprenait à écrire leur nom, à faire leurs comptes, etc. Le Centro Josue de Castro, une association basée à Recife, a fourni son aide dans cette tâche.

Auparavant les femmes ne se considéraient pas comme des travailleuses du secteur de la pêche. Lourdinha était partie de ce vécu pour essayer, au contraire, de leur faire prendre peu à peu conscience de la place qu'elles y occupaient de par leurs activités, et aussi au sein de leur famille et de la communauté en général. Les femmes comprirent enfin que malgré toutes ces activités elles n'avaient pas le statut de travailleuses. Lourdinha utilisait des illustrations et des tableaux pour les amener à cerner leur identité. Elles ont pu ainsi passer plus facilement de l'espace privé à l'espace public. On a aussi abordé des questions de citoyenneté, de relations sexuelles, de vie

familiale. Les femmes constataient qu'en s'investissant à l'extérieur elles ne négligeaient pas pour autant leurs activités à la maison ou au sein de leur communauté.

A la suite de tout ce travail, le versement des cotisations à la *colônia* a été plus régulier (surtout de la part des femmes), ce qui a été bon pour ses finances. Le nombre des adhérents bénéficiant d'une assurance chômage et d'autres formes de prestations sociales (INSS) a aussi augmenté. Pour sa part, Lourdinha a vu son travail mieux pris en considération. Au début, elle était complètement bénévole, mais par la suite on lui a versé une indemnité mensuelle de 60 réaux (environ 35 dollars) puis de 130 réaux.

Pour améliorer leurs revenus et diversifier leurs activités, les femmes de la *colônia* se sont mises à travailler ensemble. En 1997, vingt d'entre elles ont formé un groupement de transformatrices et, au cours d'un stage de deux semaines, elles ont appris à mieux utiliser la matière première et à réduire les pertes. Elles confectionnent de petits sandwichs de poisson, de saucisses, etc. qu'elles écoulent dans des snack-bars de Recife. Pour cela elles sont maintenant soutenues par la *colônia*, même si à chaque étape elles ont toujours dû se battre pour obtenir quelque chose.

ASIE/ Philippines

Travailleuses de la pêche et chercheuses

L'intérêt pédagogique d'un programme de recherche

par Cornélie Quist, conseillère auprès du Programme CB-CRM de Pipuli aux Philippines, membre de l'ICSF

Après plusieurs années de préparation des esprits et de travail d'organisation, les communautés de pêcheurs et l'Ong qui leur apportait un appui (Populi) ont décidé que le moment était venu de prendre en charge la gestion des 2 279 hectares de la Baie de Danao (Misamis occidental au nord de Mindanao. Tous les *barangay* (villages) qui entourent cette baie avaient alors leur association locale de pêcheurs. Celles-ci s'occupent d'affaires locales et forment ensemble un Comité de gestion de la ressource (RMC) qui est l'organisme représentatif officiellement reconnu par les autorités pour assurer la bonne gestion des ressources halieutiques de ce secteur. Diverses mesures avaient déjà été prises en ce sens : mise en place d'une zone protégée, période de fermeture, in-

terdiction de certaines méthodes de pêche destructrices (dynamite, poison...), reconstitution de la mangrove.

Jusqu'ici, dans toutes ces activités de gestion de la ressource, la présence des femmes avait été discrète : aidant s'il le fallait mais ne prenant pas d'initiatives. Il n'y avait pas de femmes à la tête des groupes, et on ne s'intéressait pratiquement pas aux besoins particuliers des femmes pour ce qui est de l'accès à la ressource, ni évidemment pour y trouver des solutions. L'Ong qui travaillait auprès de ces communautés avait déjà noté la chose et commencé à organiser les femmes : formation à l'encadrement, sensibilisation des leaders locaux et de leurs épouses aux questions de genres, c'est-à-dire la place respective des hommes et des femmes dans le groupe. On encourageait les femmes à s'impliquer, à parler de leurs problèmes et de leurs besoins spécifiques sur ces questions de gestion de la ressource. On a alors mieux vu apparaître leurs diverses activités : collecte de coquillages, pose de pièges à poissons ou crustacés, exploitation de la mangrove...

Maintenant, au moment de prendre en charge la gestion de la baie de Danao, les responsables des associations de pêcheurs n'avaient jamais entrepris d'évaluer les initiatives prises dans ce domaine. On avait élaboré des plans et des projets sur les prémisses et les critères techniques de l'Ong ou en fonction des besoins et des desiderata des membres les plus actifs de l'association locale des pêcheurs. Pour donner au projet une base plus large, un soutien plus actif et pour mieux garantir son bon déroulement il fallait en savoir plus sur les gens qui exploitaient d'une façon ou d'une autre la ressource. Il fallait des données plus précises sur le contexte socio-économique, sur les modes d'exploitation de la ressource, sur le degré de dépendance vis à vis de cette source de revenus, sur ce que la population pensait finalement de toutes ces questions de gestion de la ressource. Les responsables locaux et l'Ong voulaient aussi faire un bilan de leurs expériences par rapport à ces initiatives et à l'association des pêcheurs.

Au milieu de l'année 1998, les responsables de l'association, quelques femmes ayant des activités de pêche, l'Ong de soutien, moi-même (en tant que conseillère technique) et une collègue (conseillère pour les questions de genres) se sont réunis pour mettre au point le programme de recherche que nous décidions d'appeler "Profil des utilisateurs des ressources de la Baie de Danao". Ce serait un projet communautaire, c'est-à-dire qu'à chaque étape la population serait dans le coup : élaboration du questionnaire, collecte des données, analyse finale. Une telle approche implique tout un processus, elle exige du temps et un suivi assidu. Mais

les résultats sont généralement particulièrement intéressants, et cela permet normalement d'éveiller la population et de mobiliser davantage les gens.

Au cours de notre première séance de travail préparatoire avec ce groupe, chacun a pu, grâce aux divers travaux pratiques, se familiariser avec les objectifs et les moyens d'un programme de recherche et l'élaboration d'un questionnaire. Ce dernier point a donné lieu à un premier débat particulièrement intéressant. Il apparaissait que les leaders locaux (des hommes) avaient une définition plutôt restreinte de "utilisateurs de la ressource". Pour eux, il s'agissait avant tout de ceux qui "prenaient le poisson", c'est-à-dire essentiellement les hommes. Il était donc normal qu'on se renseigne d'abord sur eux. Cela voulait dire que les autres usagers de la ressource (ramassage de coquillage, exploitation de la mangrove, activités pré et post-capture...), là où on trouve des femmes précisément, n'entreraient pas dans le cadre de l'enquête. On a alors encouragé les femmes qui étaient là à exprimer leur point de vue sur cette question, ce qui a donné lieu à un débat assez vif. Finalement les hommes ont accepté d'élargir leur définition de l'usager de la ressource.

Pour collecter une solide information de départ, on a décidé d'adopter la méthode de l'enquête sur le terrain. Au cours de la formulation du questionnaire, on s'est à nouveau bien rendu compte de l'importance de la présence des leaders locaux et des femmes dans ce projet. C'est ainsi qu'on a examiné des aspects, des problèmes et des points de vue qui n'auraient peut-être pas été retenus par l'Ong, parce qu'elle avait ses propres idées sur la question. Les femmes ont évidemment beaucoup contribué à rendre le questionnaire attentif aux questions de genres (place respective des hommes et des femmes dans le groupe), de sorte qu'on s'est ainsi intéressés aux difficultés qu'elles rencontrent en tant qu'utilisatrices de la ressource. Cette ressource n'a pas seulement une importance commerciale, elle sert aussi directement à l'alimentation familiale et fournit des produits d'échange. La phase préparatoire a été pour tous une occasion privilégiée pour en apprendre beaucoup sur l'objet de la recherche.

L'étape suivante consistait à sélectionner et à former des bénévoles au sein de la communauté. Il avait été décidé qu'on ne ferait appel qu'à des femmes car elles semblaient plus attentives et plus faciles à contacter que les hommes. Nous avons d'abord dressé le profil idéal de la bénévole, puis les responsables de l'association et de l'Ong ont fait le tour de la communauté. Une trentaine de femmes de tous âges, curieuses et vraiment enthousiastes, ont participé à la session de formation. Comme elles étaient très motivées, elles ont bien assimilé le sujet, et elles

nous ont aussi beaucoup appris. Car après avoir testé le questionnaire, elles ont fait part de leurs remarques, ce qui nous a permis d'y apporter de substantielles améliorations.

Lorsque les premières réponses sont arrivées, nous avons constaté que les personnes interrogées étaient essentiellement des hommes, alors que les instructions étaient d'interroger, dans chaque ménage, à la fois le mari et la femme. Au cours de notre réunion d'évaluation avec les enquêtrices bénévoles, nous étions assez régulièrement confrontés à des problèmes de genres, les enquêtrices nous déclarant que ces femmes étaient de simples ménagères et qu'il n'y avait donc pas besoin de les interviewer. Elles nous ont dit également que beaucoup de ces ménagères ne voulaient pas répondre aux questions, disant que ça suffisait bien de parler à leur mari. Nous les avons incitées à retourner dans les familles et à interroger aussi les femmes.

L'analyse préliminaire des données a fait apparaître que les femmes sont bien des usagères de la ressource : 21 pour cent d'entre elles capturent du poisson. Et elles en savent généralement autant que les hommes sur l'état de la ressource et la façon de la gérer. Cela a fait tomber les dernières réticences des enquêtrices. Sur ce point aussi le processus d'apprentissage s'est révélé très intéressant.

Comme nous l'avons dit plus haut, la recherche participative permet de mobiliser davantage la population. Lorsque nous avons présenté les premiers résultats à l'ensemble de la communauté, l'association a reçu de nouvelles adhésions et a modifié sa stratégie en tenant compte des informations et des réactions venues de la population. En plus, bon nombre d'enquêtrices sont devenues des militantes et se sont faites les avocates des femmes.

ASIE / Inde

Nous vaincrons !

Des femmes du littoral du Kérala, au sud de l'Inde, sont parties en guerre contre l'alcool

par le Centre de documentation pour les femmes (SAKHI) de Trivandrum

Nellikunnu est un tout petit village situé à 4 kilomètres de Kasargod, à l'extrême nord du Kérala. "Bienvenue dans la région où l'on trouve de l'alcool !" Cette inscription, les gens de passage ne peuvent la rater.

L'endroit est joli et calme, mais les choses n'ont pas toujours été ainsi. On y voyait fréquemment des hommes perdus de boisson tituber dans le village.

Les choses ont donc changé, grâce à la détermination des femmes de Nellikunnu qui inlassablement, tous les jours, passent les eaux du littoral au crible pour mettre la main sur des maquereaux ou des sardines.

Sarajini participe depuis un mois et demi à la campagne anti-alcool. "Pendant les festivités d'Onam (fête de la moisson en août, avec courses de pirogues), les visiteurs arrivent nombreux dans notre village. C'est à ce moment-là aussi que le Vyajan (alcool local) se trouve en abondance. Cela nous le savons bien, et notre plan était prêt à l'avance". Avec Sarajini, il y a d'autres justicières : Nalini, Lakshmi, Madhavi....

En 1994, le gouvernement du Kérala avait interdit l'arrack (alcool de riz). Il est alors arrivé des produits de remplacement douteux de la province voisine de Mangalore (Etat du Karnataka). Autour du village de Nellikunnu, les gens se sont mis aussi à fabriquer du Vyajavattu (eau-de-vie de contrebande) malgré les textes en vigueur. A vrai dire, le lobby des boissons alcoolisées faisait pratiquement ce qu'il voulait de la réglementation.

Les conséquences ont été bien pénibles. En l'espace de deux ans, trente personnes sont mortes pour avoir consommé des produits frelatés. Et il y en a d'autres qui, devenus alcooliques, sont comme des morts-vivants.

En juin 1999, il y a eu le décès de Samikutty et Ravi et la tentative de suicide de deux jeunes gens, ce qui a décidé les femmes d'intervenir, car si elles ne faisaient rien, elles voyaient bien qu'il ne resterait plus bientôt que des femmes dans le village.

Le 23 juin, environ 300 d'entre elles se sont rendues au temple de Srikurumba Bhagavathi pour obtenir le soutien des responsables religieux. Constatant leur détermination, ceux-ci promirent de leur accorder leur soutien.

Les femmes employèrent d'emblée la manière forte. Pour leur première expédition punitive dans le district de Kasargod, elles entrèrent carrément dans les repaires des buveurs, brisèrent des bouteilles par terre, et reçurent des coups. Cinq d'entre elles furent même gravement blessées.

Les femmes utilisaient aussi des combines pour approcher des bars. Vêtues d'un pantalon et d'une chemise, elles réussirent à tromper les commerçants et à pénétrer à l'intérieur. Tous les jours elles formaient deux groupes

qui s'en allaient dans différentes directions. Cela se passait la nuit entre 10 h du soir et 4 h du matin. C'était dur pour les femmes car dans la journée elles étaient toutes occupées à vendre du poisson. C'était éprouvant, tant sur le plan physique que psychologique. Mais les femmes de Nellikunnu étaient bien déterminées à poursuivre la lutte pour se faire justice malgré les commentaires désobligeants et les menaces des hommes.

Il y a eu un petit contretemps lorsque la police est intervenue dans cette affaire en disant que les femmes n'avaient pas le droit de lancer ainsi des attaques contre des lieux privés et des commerces. Il en aurait fallu plus pour ébranler la détermination des femmes qui déplacèrent alors leur champ d'action le long de la grande plage. Leur façon de procéder est simple : elles arrêtent les véhicules qui passent par-là et elles saisissent les boissons alcoolisées qu'elles trouvent à bord.

Les femmes de Nellikunnu ne regrettent qu'une chose : n'avoir pas commencé plus tôt. Certains de leurs hommes seraient peut-être encore en vie.

Elles ne se situent dans aucune mouvance politique particulière. Elles sont seulement profondément déçues que le député de la région n'a pas encore daigné les rencontrer. Pour protester contre cette indifférence ou cette inertie, elles ont décidé de boycotter les élections qui ont eu lieu au cours de cette année.

“ Même si nous mourrons dans ce combat, cela ne fait rien car la victoire sera nôtre. Nous chasserons d'ici cet alcool mauvais ! ” Lorsque 300 femmes chantent à l'unisson ces paroles, on sent qu'il y a là une force qu'on ne rencontre pas souvent, même au Kérala, cet Etat “ totalement alphabétisé et bien développé ” de l'Union indienne.

AMERIQUE DU NORD / Canada

Unies pour une même cause !

Les femmes du littoral du Nouveau-Brunswick font alliance avec le mouvement des femmes du Canada

par Chantal Abord-Hugon, sympathisante des Femmes du littoral du Nouveau-Brunswick

Dans le numéro 1 de YEMAYA nous avons montré qu'après que le gouvernement eut réduit les prestations de l'assurance chômage, un grand mouvement de protestation s'était développé sur le littoral parmi les travailleurs saisonniers pour qui ce dispositif social était particulièrement important. Le mouvement était animé

essentiellement par des femmes. Certaines organisèrent des conférences pour aider les femmes de la côte à sortir de leur isolement et à porter un regard critique sur l'actualité. Elles réalisèrent aussi un travail de recherche qui devait permettre d'élaborer une stratégie adaptée et de peser sur les décisions politiques afin d'obtenir des réformes sociales jugées indispensables.

Depuis que cet article a été publié, un certain nombre de choses positives se sont produites, mais notre principal problème c'est toujours de mobiliser les femmes et de faire durer le mouvement.

L'hiver dernier les femmes, qui n'étaient pas encore prêtes pour se lancer dans l'action politique, ont organisé une conférence de deux jours sur le modèle qui avait si bien fonctionné au cours des années précédentes. La participation a été excellente. Une intervenante a parlé de la violence domestique, une autre de relaxation et de pensée positive. A côté de la petite réception et du petit spectacle classique, il y avait aussi un atelier de travail pour mieux définir les orientations du groupe. Deux thèmes prioritaires sont sortis de cet échange : augmentation du salaire minimum avec égalité des salaires, amélioration des conditions de travail.

Dans la province du Nouveau-Brunswick, le salaire minimum est parmi les plus bas de tout le Canada. Le salaire du smicard travaillant à plein temps se situe en dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est défini par le gouvernement. Par ailleurs, à poste égal, les hommes gagnent deux dollars de l'heure de plus que les femmes. La législation n'est pas assez contraignante pour que l'employeur respecte le principe de la parité entre hommes et femmes.

Sur cette question on a décidé d'élaborer un programme d'action. Dans l'esprit des femmes il ne faisait pas de doute qu'elles risquaient de perdre leur emploi si elles partaient isolées au combat. Comme elles sont travailleuses saisonnières, leur employeur n'a pas à recourir à une procédure de licenciement à leur égard. Il suffit qu'il ne les reprenne pas l'année suivante car elles ne bénéficient d'aucune protection. La conférence a cependant eu une bonne couverture médiatique qui a mis en lumière les problèmes des femmes du littoral et la question de l'égalité des salaires. Les femmes se sentaient très mal à l'aise d'être ainsi l'objet de l'attention du public.

Elles avaient peur de ne pas être reprises pour la prochaine saison de pêche qui allait bientôt démarrer. La ministre du travail du Nouveau-Brunswick organisa une réunion pour préciser que les autorités ne pouvaient enquêter sur

le comportement des employeurs s'il n'y avait aucune plainte de la part des femmes. Et les usinières saisonnières affirmèrent qu'elles ne déposeraient jamais une plainte de peur de perdre leur travail.

Il était évident que les femmes du littoral devaient absolument faire alliance avec des organisations de femmes bien établies qui pourraient prendre en charge une partie de leur combat. Grâce à la couverture médiatique, une impulsion avait été créée. Et à cette même époque, un autre groupe de femmes invitait des associations féminines provinciales à participer à la Marche mondiale des Femmes 2000 qui avait pour thèmes " Femmes et pauvreté " et " Femmes et violence ".

Le Comité du Nouveau-Brunswick pour cette marche a décidé d'adopter comme revendication principale l'égalité des salaires. Un groupe de travail, auquel participent des femmes juristes, a été constitué afin de rédiger un projet de proposition de loi qui sera présenté au gouvernement. La présidente de la Marche mondiale, Françoise David, a déjà milité pour l'adoption d'une loi sur l'égalité des salaires au Québec. Elle a été invitée par le Comité pour parler des stratégies adoptées par son mouvement, des principaux obstacles rencontrés et des pièges qu'il convient d'éviter.

Les femmes du littoral du Nouveau-Brunswick sont très satisfaites des progrès qui ont été accomplis en si peu de temps. L'important maintenant c'est qu'elles restent bien mobilisées. Au sein du groupe de travail sur l'égalité des salaires, il n'est pas facile de garder un bon niveau de participation et une bonne communication entre elles et les femmes des milieux urbains. Il y a le problème de la dispersion géographique et aussi parfois une certaine timidité de la part de femmes qui n'ont guère l'expérience de ce genre de comité.

L'organisation de la Marche mondiale dans les différentes régions de la province permettra sans doute d'impliquer des personnes d'horizons divers dans la réalisation d'un objectif commun. En nous servant des critères évoqués dans la première partie de cet article (voir YEMAYA n° 1) sur la question de la vie et de la survie d'un mouvement social, nous pouvons évaluer les progrès que nous avons réalisés comme suit :

- Le processus doit se dérouler pas à pas: Nous sommes effectivement passées de l'assurance chômage à l'égalité des salaires et aux conditions de travail.
- Le but doit être précis, les objectifs affinés: Il est clair que nous avons progressé sur ce point.
- La base du mouvement est consolidée grâce à un

effort de formation - Nous n'avons toujours pas les moyens de le faire.

- On procède à la recherche et à l'analyse des faits: D'une part, nous disposons maintenant du rapport recherche-action qui a été préparé par les femmes du littoral elles-mêmes et, d'autre part, nous avons établi des contacts avec des spécialistes capables de travailler sur cette question de l'égalité des salaires.
- Il faut se trouver des alliés: C'est là que nous avons le mieux réussi. La Marche mondiale des Femmes 2000, qui représente un grand nombre d'associations féminines, a pris très au sérieux nos problèmes d'inégalité des salaires.
- Il faut faire en sorte que les adhérentes restent impliquées: Cela reste difficile à réaliser. La Marche mondiale des Femmes 2000 sera sans doute un bon moyen pour mobiliser les femmes du littoral.
- Il faut que les gens s'expriment eux-mêmes, que des meneurs se manifestent parmi eux: Là-dessus on a beaucoup avancé. Les femmes ont réussi à bien articuler leurs demandes, aussi bien devant les médias qu'auprès des autres organisations féminines. Elles constatent que jusqu'à présent il ne leur est rien arrivé de fâcheux, mais dans leur esprit il y a toujours cette crainte de perdre son emploi.
- Il faut mettre en place des structures- Elles sont utiles pour guider et stabiliser le mouvement. Mais on doit faire attention : elles peuvent aussi l'étouffer - Pour le moment nous n'avons pas de structures officielles, et nous ne savons pas si elles nous auraient aidées ou desservies.

Si nous constatons que d'importants progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines, force est de dire également que notre mouvement n'est toujours pas capable de faire aboutir des changements sociaux. Certaines conditions essentielles sont encore absentes pour que cela devienne un mouvement social durable.

Ceci dit, le groupe des Femmes du littoral du Nouveau-Brunswick est très fier de ce qui a pu se faire à ce jour. Il a réussi à intéresser à sa cause d'autres organisations féminines. Les femmes des classes moyennes des villes sont maintenant mieux renseignées sur les conditions de vie et de travail des femmes de la côte. Cela encourage les responsables du mouvement à continuer. Mais elles sont fatiguées et il serait bon que d'autres personnes s'impliquent à leur tour. Voilà notre préoccupation pour l'année à venir.

PACIFIQUE

Il n'y a pas que des hommes à pêcher !

Dans les îles du Pacifique, on laisse souvent de côté l'activité des femmes dans ce domaine

par Lyn Lambeth, chargée de la Pêche en milieu communautaire au Secrétariat de la Communauté du Pacifique (SCP/SPC) basé en Nouvelle-Calédonie

Le Projet de Promotion du rôle des femmes dans le secteur des pêches du SCP, qui est devenu la section Pêche en milieu communautaire, a été mis sur pied en 1991 à la demande des pays membres de la Communauté du Pacifique pour fournir aide et assistance aux femmes de la pêche. On constatait en effet que les femmes avaient des besoins particuliers qui restaient souvent ignorés des projets de développement mis en œuvre dans la région. Les femmes du Pacifique sont traditionnellement présentes dans les activités de pêche : ramassage, préparation de poissons ou crustacés pour la consommation familiale ou pour se faire un peu d'argent. Mais pour mieux cerner les possibilités de développement ou pour mieux comprendre les phénomènes de surexploitation de la ressource, par exemple, il faudrait disposer là-dessus d'informations précises qui font défaut actuellement.

Ce n'est pas parce que le développement des activités des hommes serait favorisé au détriment des femmes qu'il y a carence en ce domaine. Il s'agit plutôt d'une affaire de zones de pêche et de type de développement. Dans les îles du Pacifique les hommes pêchent traditionnellement au large tandis que les femmes déploient leurs activités près du rivage et autour des récifs coralliens. Les autorités ont cherché à développer la pêche au large pour créer des emplois et faire rentrer des devises, et aussi pour réduire l'effort sur les ressources halieutiques côtières. Et la pêche au large c'est surtout l'affaire des hommes.

Il existe également une certaine confusion quant aux diverses activités que l'on classe habituellement sous le mot pêche. Cela explique en grande partie le peu d'intérêt accordé aux femmes dans ce secteur. Partout dans le monde, l'idée de pêche évoque surtout l'image d'hommes partant en mer sur des bateaux pour aller capturer du poisson. Dans les langues locales du Pacifique, il existe des mots différents pour divers types de pêche, la pêche des hommes (pêche au tangon, pêche de fond...), la pêche des femmes (ramassage de clams, de bèches-de-mer...).

Le terme anglais " fisheries " est souvent traduit par un mot qui désigne " l a pêche des hommes ". Cela n'est évidemment pas sans conséquences sur la façon dont l'aide est accordée aux activités de pêche, sur la façon dont les ressources halieutiques sont gérées et préservées.

La section Pêche en milieu communautaire a aussi pour mission d'étudier le secteur de la pêche artisanale et de la pêche de subsistance afin de fournir une base solide aux aides futures pour le développement, sous forme de programmes nationaux ou régionaux de formation et de documentation diverse : manuels, bulletins, vidéos.

Les évaluations des besoins des pays membres de la Communauté du Pacifique ont donné lieu à un certain nombre de recommandations : améliorer les services de vulgarisation pour les hommes et les femmes pratiquant la pêche à petite échelle, impliquer davantage les femmes dans le travail des organismes publics chargés de la pêche, offrir de plus amples moyens de formation aux hommes et aux femmes de la pêche à petite échelle, faire mieux comprendre à l'opinion publique l'importance des communautés de pêcheurs pour le bien-être général (alimentation, santé) du pays.

La section Pêche en milieu communautaire du Secrétariat de la Communauté du Pacifique publie deux fois par an, en collaboration avec la section Information, le bulletin " Women in Fisheries " qui contient des articles concernant les diverses communautés de pêcheurs de la région. On peut consulter ce bulletin et un certain nombre de publications du Secrétariat sur le site <http://www.spc.org.nc/coastfish/>.

AFRIQUE/ Gambie

Les tontines

En Gambie, les femmes de la pêche ont recours aux kafos

par Anna Mbenga Cham, chercheuse

Comme dans beaucoup d'autres pays, la pêche est ici essentiellement une affaire d'hommes. Les femmes s'occupent des activités post-capture : séchage, fumage et commercialisation du poisson. Mais elles se heurtent à bien des difficultés, notamment en matière de crédit. Ces problèmes viennent s'ajouter à leurs responsabilités familiales, ce qui explique qu'elles ont bien du mal à faire prospérer leur affaire.

En général les femmes n'ont pas accès au crédit officiel. La Direction des pêches accorde sans doute des prêts

renouvelables au secteur artisanal, mais cela profite surtout aux hommes. Les activités post-capture, là où sont précisément les femmes, ne bénéficient guère de crédits. Prenant acte de cette carence, les femmes ont de leur propre initiative créé des associations pour essayer d'avoir plus facilement accès au crédit, sous des formes traditionnelles ou auprès d'organismes officiels.

Les liens de parenté ont un rôle important au sein de ces associations. C'est le moteur de la collaboration entre les personnes sur les plages où le poisson est débarqué, au marché, dans les ateliers de transformation et dans les *kafos*. Ces associations sont des systèmes de crédit rotatif où chacun cotise régulièrement à un fonds commun. Par ailleurs les femmes pratiquent l'entraide de multiples façons, en se prêtant des outils, des instruments, des claies de séchage... L'organisation sociale basée sur les affinités parentales ou ethniques aide les femmes à échapper au cycle de la pauvreté.

Dans les villages il existe plusieurs *kafos*. Chaque *kafo* concerne habituellement une ethnie particulière. En participant à ces groupes, les femmes peuvent, dans une certaine mesure, résoudre leurs problèmes de trésorerie. Pour obtenir du crédit, elles doivent obéir au règlement de l'association, notamment verser chaque mois une certaine somme. A partir du fonds commun, les adhérentes peuvent à tour de rôle bénéficier d'un prêt qui les aide à faire face aux dépenses. Les sommes mises à leur disposition par ces tontines restent sans doute trop modestes pour qu'elles puissent vraiment agrandir leur affaire, mais cela leur a permis de s'organiser et de faire les choses par elles-mêmes.

AFRIQUE/ Gambie

Formation

Les poissonnières de Ghanatown vont à l'école

par Eva Munk-Madsen, de Copenhague (Danemark), spécialiste des problèmes des femmes du secteur de la pêche

Après avoir terminé leur travail domestique, des femmes de tous âges se réunissent au début de la nuit pour apprendre l'anglais. Elles ne sont pas restées longtemps à l'école. Dans la journée, sur la plage elles découpent les requins et les raies qui ont été pêchées par le mari, le frère, le fils ou d'autres personnes du même village. Elles

salent ensuite les morceaux qui restent sécher au soleil. Certaines reçoivent un salaire, d'autres ont les moyens d'acheter le poisson, de le transformer et de l'exporter. Toutes essaient d'envoyer leurs enfants à l'école, et la plupart y arrivent. Elles-mêmes ont beaucoup envie de se former et d'apprendre l'anglais.

Comme son nom laisse entendre, Ghanatown est un village de pêcheurs venus du Ghana. Au mois d'août 1999, on y a lancé des cours du soir pour des hommes et des femmes qui n'avaient aucune connaissance de l'anglais. Moi, l'étrangère qui essayait de lancer un centre pour la promotion des exportations de produits de la pêche artisanale, j'ai vite constaté qu'on ne pouvait communiquer en anglais qu'avec les hommes parce qu'ils sont restés à l'école plus longtemps que les femmes. A cause de cette impossibilité de traiter directement avec les femmes et parce que j'étais Danoise, j'avais proposé qu'on organise ces cours du soir. Au Danemark, en effet, les cours du soir sont une façon très répandue et peu onéreuse d'assurer la formation des adultes.

Cette proposition a reçu un très bon accueil et elle a été transmise au conseil des anciens du village, aux responsables religieux et aux femmes leaders. Bientôt la population a mobilisé ses ressources propres. Déjà auparavant plusieurs personnes du village qui étaient instruites avaient organisé des cours d'anglais et de fanti (une langue du sud-ouest du Ghana). Mais comme les activités de pêche sont saisonnières, les choses n'avaient pas duré. Maintenant il existe une commission scolaire composée de notables de la communauté : le directeur de l'école primaire, l'imam, un responsable d'une église chrétienne, un membre du conseil des anciens, un instituteur qui a la pratique de la formation des adultes, deux jeunes personnes qui font preuve d'initiative dans le commerce du poisson, deux femmes élèves et moi-même. Les femmes apparaissent rarement aux réunions de cette commission car lorsque les choses sont calmes sur la plage elles doivent encore s'occuper de leur ménage.

J'ai eu le plaisir de diriger les deux premières classes de conversation en anglais où il y avait 15 femmes et 14 hommes particulièrement attentifs. A la lumière de quelques lampes à pétrole et en luttant parfois contre le bruit de la pluie tombant sur le toit de tôle, les élèves apprenaient à se présenter et à parler de leurs activités. "I am a fish cutter" disaient la plupart des femmes, "I am a fisherman" disaient les hommes. Au moment de mon départ, plusieurs instituteurs étaient prêts à prendre la suite bénévolement. Pour le reste de l'année ces cours resteraient donc gratuits. La commission scolaire a demandé une aide pour que l'année prochaine il y ait de

la lumière dans le local et des sous pour payer les instructeurs. Les élèves devront payer une certaine somme, qui de toute façon restera modique.

Pour que cette expérience réussisse, il faut qu'elle soit bien acceptée à la fois par les femmes et par les maris. Les hommes, qu'ils soient mariés ou pas, n'ont pas les mêmes problèmes pour prendre une décision personnelle. Il est essentiel que les hommes les plus jeunes et/ou les plus instruits soutiennent ces cours. Remercions ici les gens de la commission scolaire qui se sont impliqués dans cette affaire afin que l'avenir soit meilleur.

AFRIQUE/ Guinée Conakry

Du cœur à l'ouvrage !

Les femmes de la pêche reçoivent une formation pour faire de meilleurs produits et pour mieux les vendre

par Mamayawa Sandouno, de l'association ADEPEG de Guinée-Conakry

En Guinée-Conakry les femmes occupent une place centrale dans la pêche. Dans le sous-secteur de la transformation et de la commercialisation, elles représentent entre 70 et 80 pour cent des personnes actives. La majorité d'entre elles restent cependant analphabètes. C'est à leur intention qu'a été mis en œuvre un programme de formation qui porte sur les points suivants, choisis par les intéressées elles-mêmes :

- Lecture et écriture
- Les mécanismes du crédit
- Informations sur le marché national et sur les débouchés au niveau régional (Afrique de l'Ouest)
- Techniques de transformation appropriées

Tout le long de la côte, la transformation est une activité majeure qui permet des rentrées d'argent importantes pour les femmes, qui profite à des milliers de familles et contribue de façon significative au développement socio-économique du pays. C'est pourquoi les formatrices sont si intéressées par les programmes de formation. Elles savent qu'elles peuvent ainsi accéder à l'information et aux réseaux de communication. Grâce aux stages, elles ont pu mieux gérer leur affaire sur plusieurs points.

Les femmes qui fument le poisson à Bonfi, Temenetaye, Dixinn, Dabompa et Boulbinet vont pouvoir utiliser deux grands entrepôts construits dans le cadre d'un projet japonais destiné aux femmes organisées en Groupements d'intérêt économique (GIE).

AFRIQUE/ Ghana

Construisons ensemble

L'union a été bien utile aux femmes des régions du Centre et du Grand-Accra

par Lydia Sasu, coordinatrice de la campagne Freedom from Hunger/Action for Development au Ghana

Il s'agit d'un projet relativement modeste qui fonctionne à la base dans ces deux régions administratives. Treize associations de village y participent, et six villages de pêcheurs sont concernés. Parmi les divers objectifs visés, il y a notamment l'aide au renforcement de l'autonomie de ces groupes.

Tous les membres des associations se retrouvent régulièrement pour échanger des idées, pour parler des problèmes et tâcher d'y trouver des solutions. Au cours d'une de ces réunions, les femmes de Bortianor, Faana et Chokomey, qui sont des villages de la région d'Accra, se plaignaient de ce que, sur le site de débarquement de Bortianor, les pêcheurs prélevaient cinq poignées d'anchois (au lieu d'une traditionnellement) pour chaque panier qu'ils transportaient des bateaux sur le sable. Elles en avaient parlé au chef des pêcheurs de Bortianor, mais celui-ci n'avait rien pu y faire. Les femmes de Bortianor ont alors demandé à des femmes des associations de Oshiyie et de Kokrobite et aux chefs des pêcheurs de ces villages de les aider à résoudre ce problème. Au cours de la réunion qui s'est tenue chez le chef des pêcheurs de Bortianor, il a été décidé d'interdire ce prélèvement abusif et de revenir à l'ancienne norme, soit une poignée d'anchois par panier.

Les femmes de ces associations ont également pris d'autres initiatives. Elles savent bien que depuis plusieurs années la ressource diminue, et elles ont donc décidé collectivement de ne plus acheter du poisson pêché avec des explosifs.

COURRIER / Sénégal

Chère Chandrika,
 J'ai reçu le bulletin YEMAYA le 18 septembre 1999 et j'ai trouvé son contenu très enrichissant. Toutes les communautés de pêcheurs à travers le monde souhaitent échanger leurs expériences pour pouvoir améliorer leurs conditions de vie. Ce n'est pas la chose facile car les problèmes économiques ne manquent pas. YEMAYA peut aider à réaliser ces échanges. Les articles sont courts, clairs et précis. Ils parlent des réalités du continent africain et aussi des difficultés auxquelles sont confrontées nos camarades des pays du Nord.

Il ne faut pas que YEMAYA se mette à nous offrir des textes pour intellectuels. Qu'il reste comme il est, qu'il parle d'expériences concrètes dont les autres pourraient s'inspirer. J'ai parlé de tout ça à Thérèse et Seynabou et nous pensons toutes que ce bulletin sera entre nous comme un cordon ombilical.

Merci !

Mariame Kane
 M'bour (Sénégal)

BREVE / Canada

Genglobefish sur la Toile

On trouvera sur Internet un nouveau serveur de listes qui permettra de discuter des questions de pêche, de genres (place respective des hommes et des femmes dans le groupe), de mondialisation. Les personnes actuellement présentes sur ce serveur de listes sont surtout des universitaires, des militants et des membres d'Ong. Ceux qui voudraient en savoir plus peuvent contacter Barbara Nies dont l'adresse électronique est bneis@morgan.ucs.mun.ca.

YEMAYA

Lettre de l'ICSF sur les Questions de Genres dans le Secteur de la Pêche

publié par le

Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche
 27 College Road, Chennai 600 006
 Inde
 tél : 91 44 827 5303
 fax : 91 44 825 4457
 e.mail : icsf@vsnl.com

préparé par

Chandrika Sharma

traduction

Gildas Le Bihan-CRISLA, Lorient

Faites-nous part de vos commentaires et de vos suggestions pour améliorer le contenu de ce bulletin. Indiquez-nous aussi les noms de personnes susceptibles d'être intéressées par cette initiative. Nous serons très heureux de recevoir votre courrier et des articles à publier.

Les articles soumis par vous ou d'autres devront comporter 500 mots au maximum. Ils porteront sur ces questions de genres, sur des publications récentes, des réunions où la situation et l'action des femmes dans ce domaine sont évoquées. Nous serions aussi heureux de recevoir des « tranches de vie » racontant les efforts de ceux, hommes et femmes, qui militent pour une pêche durable et pour que la société reconnaisse leur apport à ce secteur d'activité. Ajoutez deux ou trois lignes sur l'auteur.